

# Maroc – visas : des élus français appellent à une sortie de crise

07.11.2022 Maroc – visas : des élus français appellent à une sortie de crise

Un an après le durcissement de la politique d'immigration, des parlementaires estiment qu'il « faut déconnecter la question des visas de celle des obligations de quitter le territoire français ».

Une délégation de parlementaires français a appelé ce 6 novembre à Rabat à « sortir » de la crise des visas qui empoisonne les relations franco-marocaines depuis plus d'un an.

« Il faut trouver des solutions pour sortir de cette situation assez rapidement », a plaidé le vice-président du Sénat Vincent Delahaye. « Il faut essayer de trouver des voies de sortie qui soient acceptables par tous », a ajouté le sénateur de l'Essonne lors d'une visite de parlementaires organisée par le Cercle d'amitié franco-marocain Eugène Delacroix (CED).

## Durcissement

Au mois de septembre 2021, Paris a décidé de réduire de 50 % le nombre de visas accordés à l'Algérie et au Maroc pour

mettre la pression sur des gouvernements jugés trop peu coopératifs dans la réadmission de leurs ressortissants expulsés de France. Au Maroc, la mesure a été qualifiée d' »injustifiée » par le gouvernement et de « grande maladresse » dans les milieux intellectuels.

#### ▪ À LIRE France-Maroc : visas, la guerre des récits

Ce durcissement a déclenché des vagues d'indignation sur les réseaux sociaux et des articles acrimonieux dans les médias, et a jeté un froid sur les relations entre Rabat et Paris. « Cette politique des visas a fait beaucoup de mal puisqu'elle a touché la partie marocaine la plus francophile et la plus proche de notre pays », a expliqué Salah Bourdi, président du CED, lors d'une conférence de presse.

Le gouvernement français, qui vient de dévoiler les grandes lignes de son futur projet de loi sur l'asile et l'immigration, a récemment réitéré son objectif d'exécuter la totalité des obligations de quitter le territoire français (OQTF). La France délivre environ 120 000 OQTF par an, mais en exécute moins de 10 %. « Il faut déconnecter la question des visas de celle des OQTF », a estimé Michel Dagbert, sénateur du Pas-de-Calais, qui a par ailleurs réclamé « un pas dans la bonne direction par le Maroc ».

#### **Froid diplomatique**

Si les appels se multiplient, côtés marocain et français, pour mettre fin à cette « guerre des visas », d'autres points de discorde persistent entre les deux pays. Ainsi, Paris est jugé trop attentiste sur la question du Sahara occidental et sa

nouvelle lune de miel avec l'Algérie, rivale régionale, concrétisée notamment avec la visite du président français Emmanuel Macron à Alger au mois d'août, a fait grincer des dents.

- À LIRE Maroc-Sahara occidental : États-Unis, Espagne, Allemagne... Comment les États ont évolué

Mohammed VI a pressé au mois d'août les pays partenaires du Maroc, au premier rang desquels la France, de prendre position « sans équivoque » en faveur de la « marocanité » du territoire disputé.

« Il faut que la France prenne position rapidement » sur cette question, a souhaité la délégation parlementaire française. « C'est au chef de l'État de décider. C'est un pas que Macron devrait faire », a-t-elle argué.

## **Un entretien entre Macron et Mohammed VI**

Les canaux de communication ne sont toutefois pas rompus, dans l'attente de la nomination de nouveaux ambassadeurs dans les deux capitales. À Rabat, Hélène Le Gal a quitté ses fonctions à la mi-septembre, presque trois ans après sa nomination. Tandis qu'à Paris, le départ de Mohamed Benchaâboun, nommé pour prendre la direction du fonds Mohammed VI pour l'investissement tout juste un an après son arrivée, a été perçue comme symboliquement lourde de sens dans ce contexte de tensions persistantes.

- À LIRE Maroc-France : le départ de Mohamed Benchaâboun, un pas de plus dans le malaise diplomatique

Selon plusieurs sources, Emmanuel Macron et le roi Mohammed VI ont eu un entretien téléphonique le 1<sup>er</sup> novembre en vue d'une visite d'État du président français, prévue de longue date, d'ici à la fin de l'année ou au début de 2023. L'échange n'a été ni confirmé ni démenti officiellement.

**Source**

: <https://www.jeuneafrique.com/1390881/politique/maroc-visas-d-es-elus-francais-appellent-a-une-sortie-de-crise/>